

Général Soubelet : « La gestion d'une crise est l'affaire de professionnels et les politiques n'en sont pas »



Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 23 avril 2020

Source [Boulevard Voltaire] Lors de sa dernière allocution télévisée, Emmanuel Macron a annoncé la fin du confinement pour le 11 mai.

Dans un entretien à *Boulevard Voltaire*, le général Bertrand Soubelet revient sur son plan de sortie de crise, en particulier pour le domaine économique, et apporte son regard d'expert sur la gestion de crise.

Récemment, vous avez proposé un plan méthodique de sortie de crise. Pouvez-vous nous en dire quelques mots ?

À vrai dire, pour proposer un plan de sortie de crise complet et pertinent, il est nécessaire de disposer de toutes les informations concernant l'évolution de la pandémie, avec les hypothèses minimalistes et maximalistes, et d'en évaluer les effets sur notre quotidien au regard des mesures nécessaires pour la protection des Français.

Seules les autorités de notre pays disposent de ces analyses.

En revanche, Objectif France, par la voix du docteur Guy André Pelouze, proposait, il y a déjà trois semaines, une méthode pour la sortie de crise sanitaire :

- Tester massivement en organisant cette manœuvre avec tous les laboratoires publics et privés afin d'avoir une idée précise de la présence du virus dans notre pays. Ces informations permettant de prendre des décisions différenciées en termes de confinement, compte tenu des disparités sur notre territoire.
- Déconcentrer les mesures de [déconfinement](#) en confiant cette mise en œuvre aux régions.

Mais ces propositions valaient pour la crise sanitaire dont l'évolution est quotidienne.

La crise sanitaire n'est probablement plus la question la plus cruciale si les gestes barrière continuent d'être appliqués ainsi que les consignes de confinement et la règle de la quarantaine en cas d'infection.

Le plus inquiétant, à mon sens, est la menace qui pèse sur les entreprises et donc sur notre économie. Je ne parle pas des grands groupes, qui ont une capacité à résister financièrement, mais surtout des PME, TPE, des commerçants et artisans.

C'est leur survie qui est en jeu et les prêts garantis par l'État ne sont pas une solution pérenne, compte tenu des charges qui pèsent sur ces entreprises.

Il faut les autoriser à reprendre leur activité en respectant les préconisations sanitaires. Il faut faire confiance aux entrepreneurs et aux salariés car, sinon, ce sera une crise sociale profonde qui suivra.

Ce que nous vivons démontre clairement la fragilité de notre système en raison, notamment, d'une pression financière de l'État trop importante sur les entreprises qui n'ont aucune réserve et peu de trésorerie.

C'est probablement une des premières réformes de « l'après ».

Cette crise révèle aussi, à nouveau, l'incapacité de l'État à prendre des décisions claires et à faire respecter les règles sur l'ensemble du territoire national. Là aussi, il y aura des enseignements à tirer au-delà de ceux de l'absence de masques, de gel hydroalcoolique et de tests sérologiques.

L'enseignement le plus évident est que la logique politicienne se montre incapable de répondre aux exigences d'une crise car il s'agit d'une situation exceptionnelle qui demande des réactions rapides mais pesées et des décisions rationnelles déconnectées des enjeux d'image et électoraux. Le maintien du premier tour en est une désastreuse illustration.

Le président de la République a annoncé, lundi soir, la date du [11 mai](#) comme début de sortie du confinement. À travers cette allocution, avez-vous perçu un plan réfléchi ou avez-vous le sentiment qu'au sommet de l'État, on « pilote à vue » ?

L'intervention du président de la République a confirmé que rien n'est clair. Une seule information concrète en est sortie : le 11 mai. En effet, l'interprétation générale est qu'il s'agit du début de la sortie du confinement. Rien n'est moins sûr. Notre prochain rendez-vous est le 11 mai et, d'ici là, un certain nombre de choses vont enfin se mettre en place. Les masques et les tests, notamment, dont nous ne disposons pas aujourd'hui en quantité suffisante. Cela va changer la donne.

Ma conviction est que la gestion d'une crise est l'affaire de professionnels et les politiques n'en sont pas. La lutte contre le virus et les mesures pour le combattre sont du ressort du milieu médical.

Ensuite, la question de la mise en œuvre du confinement et de l'ordre public c'est l'affaire des forces de sécurité.

Dans les deux domaines, il est nécessaire de déléguer à des professionnels en leur donnant les moyens de remplir leur mission.

Une crise, c'est toujours du pilotage à vue, mais il y a des invariants.

Quelles sont les priorités, quelles sont les contraintes, quelles sont les marges de manœuvre, quelle est la ligne rouge qui pourrait amener à reconsidérer la stratégie. Et il faut décider.

Gérer une crise, c'est un métier.

Le général Lizurey, ancien directeur général de la gendarmerie nationale, s'est vu confier, le 30 mars, par le Premier ministre, une mission d'auditeur dans la crise du coronavirus en apportant « un regard extérieur sur la crise », pour reprendre les mots de Matignon. Que vous inspire cette décision qui rappelle celle du général Georgelin à la reconstruction de Notre-Dame ?

Mon sentiment sur le rappel du général Lizurey est très positif. C'est une bonne décision, même s'il peut s'agir d'une demi-mesure. Demander à un général d'armée qui a dirigé la gendarmerie pendant plusieurs années, en gérant notamment la période des attentats ou l'évacuation de Notre-Dame-des-Landes, de venir « apporter un regard extérieur » ne me paraît pas correspondre à la hauteur des enjeux et à la dimension de l'intéressé.

J'espère qu'il ne s'agit pas d'une opération de communication de plus à l'image de ce que le gouvernement pratique depuis près de trois ans. Car l'exécutif a bien compris que les militaires ont, aujourd'hui, les faveurs d'une majorité de Français.

Un chef militaire a pour vocation de conseiller les responsables politiques sur une stratégie puis d'agir pour la mettre en œuvre.

À ce stade, je ne sais pas ce que fait exactement le général Lizurey, mais j'espère qu'il est écouté, car c'est un homme d'expérience. Il est en mesure de proposer des solutions rationnelles et efficaces.

D'une manière générale, je pense que les responsables militaires amènent une plus-value importante dans la résolution des crises et dans la vie publique en général. Mais, ce faisant, ils constituent une sorte de menace pour les hommes politiques car, dans leur esprit, ils deviennent des concurrents. J'observe, en effet, que cela fait deux fois, avec le général Georgelin, que des responsables militaires sont sollicités. C'est un signe positif et j'espère qu'il ne sera pas sans lendemain.

Retrouvez d'autres informations sur le sujet sur [le site de Boulevard Voltaire](#)